ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 24 juin 1970, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur la nationalité belge", a donné le 16 décembre 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e juni 1970 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de Belgische nationaliteit", heeft de 16e december 1970 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Le texte gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Dans la présente loi, le terme "mineur" désigne la personne qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans et qui n'est pas émancipée et le terme "minorité" l'état de cette personne".

Article 3.

La première phrase de cet article, aux termes de laquelle "les dispositions de la présente loi s'appliquent à toute personne en vie au moment de leur entrée en vigueur", n'est pas claire. Elle devrait être remplacée par un texte, figurant dans les dispositions transitoires, qui déterminerait de manière précise quels sont les effets de la loi nouvelle sur les situations de nationalité régies par la législation ancienne.

Seule la seconde phrase devrait donc faire l'objet de l'article 3, moyennant suppression, dans le texte français, du mot "toutefois".

Article 4.

Aux termes de cette disposition, "la filiation n'a d'effet direct en ce qui concerne l'acquisition, la perte ou le recouvrement de la nationalité belge que si elle est établie durant la minorité de l'intéressé".

.../...

Selon les explications du fonctionnaire délégué, le terme "filiation" couvre la filiation légitime, naturelle et adoptive et la filiation peut être établie tant par acte volontaire que par jugement déclaratif de filiation.

Selon les mêmes explications, l'effet direct est celui qui dérive directement de la loi, par exemple la reconnaissance d'un enfant naturel avant 18 ans. L'effet indirect est celui qui nécessite, outre l'établissement de la filiation, une autre formalité, par exemple l'option entre 18 et 23 ans qui est permise à l'enfant naturel ayant été reconnu après avoir atteint l'âge de 18 ans.

L'intention du Gouvernement serait mieux exprimée par la substitution des mots "n'a d'effet de plein droit" aux mots "n'a d'effet direct".

Article 6.

L'article 6 devrait faire l'objet d'une disposition à insérer dans l'article 344, § 1er, du Code civil. Cette insertion pourrait être réalisée par une disposition figurant au chapitre VII, section 3, du texte proposé plus loin (voir article 68 de ce texte).

En outre, le second alinéa de l'article 6 serait mieux rédigé comme suit :

"Il en est de même de l'adoption faite à l'étranger dans les conditions prévues à l'article 368, § 1er, alinéa 2, du Code civil".

.../...

Article 8.

La dernière phrase du § 2 devrait, pour plus de clarté, constituer un alinéa distinct.

Article 9.

La dernière phrase doit se lire :

"La preuve contraire est de droit".

Article 10.

Au début de l'alinéa 1er, les mots "dispositions légales" doivent être remplacés par le mot "dispositions".

Le début de l'alinéa 2 devrait se lire : "N'est pas considérée comme Belge de naissance ... ". Une femme devenue Belge par mariage ne peut évidemment être Belge de naissance.

Article 11.

Au début de l'alinéa 2 du § 1er, le mot "arrêtés" doit être remplacé par "arrêts".

Article 12.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, les certificats de nationalité délivrés par les bourgmestres sont et resteront de simples renseignements.

.../...

C'est en raison des nombreuses erreurs que cette délivrance entraîne que le département de la Justice entend exercer un contrôle. En cas de refus du certificat de nationalité par ce département, les intéressés pourront exercer les recours de droit commun.

Article 14.

L'article 14, 1°, doit se combiner avec l'article 4. L'enfant doit être légitimé avant 18 ans. S'il l'est plus tard, il peut opter jusqu'à 23 ans.

Article 15.

Les mots "l'article précédent" devraient être remplacés par les mots "l'article 14".

Article 16.

Conformément aux explications données par le délégué du Gouvernement, le 4° de l'article 16 devrait commencer comme suit :

"4° l'enfant nouveau-né trouvé en Belgique ... ".

Article 17.

Au 1° de l'article 17, le mot "légitimé" n'a pas d'équivalent dans le texte néerlandais. Il en est de même, au 6°, du mot "naturel".

.../...

Article 19.

Le § 2 de cet article impose la condition de "résidence habituelle et effective", alors que l'article 8 des lois coordonnées sur la nationalité ne vise que la résidence habituelle.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, la résidence habituelle correspond à une inscription aux registres de la population. Mais cette inscription ne peut pas être fictive : il faut une présence réelle au lieu de la résidence.

Article 20.

On se demande pourquoi l'on exige comme cause d'empêchement une force majeure. Il vaudrait mieux permettre un pouvoir d'appréciation plus large en ce qui concerne la cause de l'empêchement et adopter la rédaction suivante qui a obtenu l'accord du fonctionnaire délégué : " ... s'il est prouvé que l'intéressé a été empêché de résider en Belgique;... ".

Article 22.

Qu'il s'agisse d'irrecevabilité de la déclaration ou d'indignité du déclarant, le Ministre doit obtenir au préalable l'avis du Conseil consultatif de la nationalité, mais rien n'est prévu pour permettre au déclarant de se défendre devant cette commission.

.../...

Selon le fonctionnaire délégué, rien ne s'oppose à ce que le déclarant soit entendu par le Conseil. Il est proposé, à cette fin, d'insérer dans le chapitre VI qui traite du Conseil consultatif de la nationalité, un texte aux termes duquel le déclarant sera entendu, s'il le demande.

*

* *

Alors que le § 2 organise un recours judiciaire contre l'arrêté d'opposition du Ministre pour cause d'irrecevabilité de la déclaration, aucun recours au fond n'est prévu par le § 3 contre l'arrêté d'opposition pour cause d'indignité.

*

* *

Le § 5 soulève une difficulté particulière.

Depuis la déclaration d'option jusqu'à l'opposition du Ministre (laquelle peut intervenir pendant un délai de six mois), le déclarant est considéré comme Belge.

Si deux jours avant l'expiration des six mois, le Ministre fait opposition avec succès, le déclarant sera réputé n'avoir jamais acquis la nationalité belge et tout ce qu'il aura pu faire dans le passé, en qualité de Belge, sera rétroactivement anéanti.

Si l'opposition du Ministre est rejetée, le déclarant aura été étranger depuis l'opposition et redeviendra Belge sans rétroactivité.

.../...

Tel est le système du projet.

On pourrait envisager un autre système fondé sur l'idée de suspension et qui serait en substance le suivant.

Depuis sa déclaration d'option et jusqu'à l'opposition, le déclarant sera provisoirement considéré comme Belge et tout ce qu'il aura fait en cette qualité il l'aura fait valablement. Mais l'opposition tiendra cette qualité de Belge en suspens et, depuis cette opposition, le déclarant sera provisoirement considéré comme étranger. L'opposition une fois vidée, la qualité de Belge ou d'étranger du déclarant sera définitivement fixée.

Un troisième système enfin est susceptible d'être proposé : suspendre l'acquisition de la nationalité belge jusqu'à l'expiration du délai d'opposition ou, en cas d'opposition, jusqu'à la décision définitive rejetant cette opposition.

Ce dernier système se recommande parce qu'il assure mieux la sécurité juridique.

*

* *

Selon le fonctionnaire délégué, l'officier de l'état civil doit acter la déclaration d'option, si elle est faite par une personne qui répond à la condition d'âge exigée par la loi, et transmettre copie de cette déclaration au Ministre, lequel appréciera s'il y a lieu de faire opposition.

*

* * .../...

Le § 7, alinéa 1er, exprime imparfaitement les intentions du Gouvernement. En effet, la décision judiciaire constatant la nullité de l'acte juridique, sur lequel la déclaration d'option était fondée, ne doit entraîner la nullité de cette déclaration que si celle-ci ne peut être justifiée par une cause juridique autre que celle qui faisait l'objet de l'acte annulé.

Le texte du § 7, alinéa 1er, devrait dès lors être précisé comme suit :

"§ 1er. Sans préjudice des articles 201 et 202 du Code civil, toute décision judiciaire constatant la nullité d'un acte juridique, sur lequel la déclaration d'option est fondée, entraîne la nullité de cette déclaration, si celle-ci ne peut être justifiée par une autre cause juridique".

*

* *

L'article 22 soulève, en outre, les observations de forme ci-après:

a) Par souci de conformité avec la terminologie de l'article 47 de la loi du 2 août 1963, reprise dans l'article 56 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, il est suggéré d'écrire, au § 2, alinéa 2, "l'arrêté est publié par simple mention".

.../...

b) Une discordance existe entre le § 3, alinéas 1er et 3 ("besluit van verzet") et le § 4, alinéa 1er ("arrest van verzet") : il faut écrire "besluit van verzet" dans tous les cas.

Article 23.

Au § 4, alinéa 1er, il est encore question de "force majeure". L'observation faite plus haut au sujet de l'article 20 vaut également pour la présente disposition.

Article 29.

A l'alinéa 1er du § 2, il faut lire : "... lorsque l'intéressé y est occupé par une société de droit belge au personnel de laquelle il appartient".

Article 31.

Dans le texte néerlandais du § 3, alinéa 2, il faut lire : "... strekt tot de verkrijging ... ".

Les §§ 5 et 6 emploient le terme "acte législatif". Il vaudrait mieux dire "l'acte de naturalisation".

La dernière phrase du § 5 serait mieux rédigée comme suit :

"La teneur de l'avis du Conseil est communiquée aux Chambres législatives, si elles en font la demande".

.../...

Avant l'article 32.

L'intitulé de la section 1ère devrait être rédigé en ces termes :

"Perte de la nationalité belge à la suite d'une manifestation de volonté".

Articles 39 et 40.

Ces articles sont relatifs à la déchéance de la nationalité belge pour manquements graves aux devoirs d'un citoyen belge. Ils correspondent à l'article 18bis actuel des lois coordonnées sur la nationalité. Ils doivent être mis en relation avec l'abrogation par le projet de :

1° la loi du 30 décembre 1953 relative à la déchéance de la nationalité belge du chef de condamnation par défaut pour infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat commise entre le 26 août 1939 et le 15 juin 1949 (à l'exception de l'article 11);

2° la loi du 30 mars 1962 relative à la déchéance de la nationalité belge résultant de l'arrêté-loi du 20 juin 1945, ce dernier arrêté concernant certains habitants des territoires annexés par l'Allemagne après le 10 mai 1940.

La situation sera désormais la suivante.

L'abrogation de la loi du 30 décembre 1953 empêchera que celui qui, postérieurement à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi :

.../...

a) fera opposition au jugement ou à l'arrêt, puisse être considéré comme étant réintégré dans la nationalité belge au cas où son opposition serait déclarée recevable. Le jugement ou l'arrêt sera mis à néant, sauf en ce qui concerne ses effets en matière de nationalité (articles 1er et 3 de la loi précitée);

b) se mettra volontairement à la disposition de la justice ou sera appréhendé, puisse être relevé de plein droit de la déchéance conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi de 1953.

Le § 8 de l'article 40 du projet contient une disposition permanente prévoyant que le déchu ne peut redevenir Belge que par naturalisation.

Cette disposition s'applique à tous ceux qui :

1° dans le passé, ont fait l'objet d'une mesure de déchéance de la nationalité belge (article 18**bis** des lois coordonnées, arrêté-loi du 20 juin 1945; loi du 30 décembre 1953);

2° à l'avenir, seront déchus sur base de l'article 40 du projet étant donné que, dans le futur, il n'existera plus d'autre base de déchéance.

Par l'abrogation de la loi du 30 mars 1962, on va également clicher la situation des personnes déchues en vertu de l'arrêté-loi du 20 juin 1945.

Ces personnes ne pourront plus introduire de recours contre la mesure qui les a frappées, ni souscrire une déclaration de recouvrement de la nationalité belge.

On peut donc conclure que, selon le projet, les déchus ne pourront plus que solliciter la naturalisation.

*

* * .../...

L'abrogation par le projet de la loi du 30 décembre 1953, à l'exception du seul article 11, soulève une difficulté particulière. Cet article, en effet, se réfère directement ou indirectement à des articles abrogés. Il conviendrait donc d'abroger complètement la loi de 1953 et de faire figurer dans les dispositions transitoires un texte qui reprendrait le contenu de l'article 11 ainsi que les parties indispensables des articles auxquels il se réfère.

*
* *

Aux termes du § 6 de l'article 40, "le délai pour se pourvoir en cassation et le pourvoi sont suspensifs de l'exécution de l'arrêt dénoncé".

Le mot "dénoncé" doit être supprimé, car il ne correspond plus au caractère suspensif du délai pour se pourvoir en cassation.

*
* *

Le § 8 de l'article 40 devrait faire l'objet d'une disposition distincte.

*
* *

L'article 41 soulève, en outre, les remarques de forme ci-après :

.../...

a) Au § 3, le mot "ajournement" n'est plus employé par le Code judiciaire.

b) Au § 4, alinéa 2, il ne paraît pas opportun de faire à nouveau mention des jours francs, alors que le Code judiciaire a abandonné ce système.

Intitulé du chapitre V.

L'intitulé suivant est proposé :

"Effets sur la nationalité de l'enfant d'un changement de nationalité d'un de ses auteurs".

Article 43.

L'alinéa 2 devrait être complété comme suit : "... l'enfant suit la condition du père, si ce dernier est Belge".

Article 45.

Le début de l'article doit se lire "... ne sont pas applicables ... ".

Article 46.

A l'alinéa 1er du § 1er, les mots "majeur ou émancipés" peuvent être remplacés par "qui ne sont plus mineurs au sens de la présente loi" (voir l'article 1er du projet).

.../...

L'alinéa 2 du § 1er devrait être complété comme suit : "... son intention de suivre sa condition, si sa mère devient Belge".

Article 48.

Le président et le vice-président du Conseil consultatif de la nationalité sont choisis parmi les membres du Conseil d'Etat. Ceux-ci peuvent être des membres émérites. Le texte devrait le préciser.

Article 49.

Suivant le dernier alinéa du § 2, le Conseil peut, en cas d'urgence, être convoqué par le Ministre pour donner un avis dans les trois jours et, en pareil cas, "le Conseil peut siéger quel que soit le nombre des membres présents".

Il ressort de cette disposition qu'à la limite, un ou deux fonctionnaires pourraient valablement donner un avis au nom du Conseil.

Le texte devrait prévoir, en cas d'urgence, un minimum de présences dans chaque catégorie de personnes qui composent le Conseil.

Article 51.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article 51.-

Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur de la manière prévue par l'article 49, § 2, alinéas 1er et 2".

OBSERVATIONS FINALES SUR LES ARTICLES 1er à 52.

I.

Dans les références internes, il s'indique de citer d'abord l'article, puis le paragraphe, ensuite l'alinéa et enfin, s'il y a lieu, la subdivision d'alinéas.

II.

Les mots "du présent article" qui figurent dans différentes dispositions du projet (voir, par exemple, l'article 8, § 2) sont superflus et peuvent être omis, lorsqu'aucune équivoque n'est possible.

III.

Le projet devrait être également proposé et contresigné par le Ministre des Affaires étrangères, car certaines de ses dispositions concernent les agents diplomatiques ou consulaires (par exemple, les articles 8, § 3, 12, § 1er, 23, § 2, 31, § 1er, 33, alinéa 2) ou le Ministre des Affaires étrangères (article 11).

.../...

Introduction au texte proposé pour les chapitres VII et VIII.

Il est proposé, en vue d'une meilleure compréhension du projet, de grouper les modifications et abrogations relatives à un même texte, de façon qu'une vue d'ensemble puisse se dégager.

Par exemple, l'abrogation des articles 242 à 247 et 270^3 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (qui fait l'objet de l'article 54 du projet) doit aller de pair avec les modifications apportées aux articles 238 à 241 et 268 (qui font l'objet de l'article 64 du projet).

Il est intéressant aussi de rapprocher la modification apportée à l'article 2, § 4, de la loi du 28 avril 1958 (article 62 du projet) de l'abrogation du § 7 du même article (article 53, 4°, du projet).

C'est pourquoi il est proposé, dans le texte ci-après, de grouper dans le chapitre VII les dispositions qui modifient certains textes - éventuellement en en abrogeant une partie - et de réserver au chapitre VIII les dispositions proprement abrogatoires.

Le chapitre VII proposé est divisé en trois sections : la première relative aux lois concernant les élections, la seconde concernant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, et la troisième visant les autres modifications nécessaires.

*

* * .../...

Le texte proposé appelle quelques observations.

Le projet, transmis au Conseil d'Etat, prévoyait une modification de l'article 97 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire et de l'article 6 de la loi du 13 juin 1924 relative à l'électorat, à l'éligibilité et aux élections pour la formation des tribunaux de commerce. Ces deux lois sont abrogées par la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire; le texte proposé tient compte de cette situation.

Dans l'article 56 du texte proposé, la mention des sections de commune a été remplacée par celle des sections de vote. En effet, les "sections de communes" dont il est question dans l'article 26 du Code électoral se distinguent des sections de commune supprimées par l'article 93 de la loi du 14 février 1961.

L'abrogation de deux dispositions de droit intermédiaire est proposée. Il s'agit de l'article 2 du décret des 28 septembre - 16 octobre 1791 qui énonce que "tout homme, de quelque couleur qu'il soit, jouit en France de tous les droits de citoyen, s'il a les qualités prescrites par la Constitution pour les exercer" et du décret du 9 février 1811 dont seul subsiste l'article 3 qui énonce qu'à l'avenir, "Nul étranger, juif ou autre, ne pourra devenir sujet français que d'après les règles établies par les lois générales de l'Empire". On peut légitimement se demander si ces dispositions ne sont pas implicitement abrogées par les articles 4 et 5 de la Constitution belge; il est cependant de bonne technique législative de les abroger expressément. L'abrogation de l'article 1er du décret des 28 septembre - 16 octobre 1791 n'est pas proposée; aux termes de cet article, "tout individu est libre aussitôt qu'il est entré en France". Cette disposition ne concerne pas la matière de la nationalité.

*

.../...

Dans différents articles figurant dans le chapitre VII proposé, l'expression "résidence habituelle" du texte du projet a été maintenue (voir notamment articles 53, 54 et 58 du texte proposé).

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il n'y a pas lieu d'employer l'expression "résidence habituelle et effective" que l'on trouve notamment dans les articles 19, 26, 27 et 67 du projet.

Texte proposé pour les chapitres VII et VIII.

CHAPITRE VII. - DISPOSITIONS MODIFICATIVES.

Section première. Modifications aux dispositions législatives relatives aux élections.

Article 53.-

L'article 1er, alinéa 1er, 1°, du Code électoral, modifié par la loi du 26 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"1° être Belge :

a) soit de naissance;

b) soit par grande naturalisation;

c) soit par naturalisation ordinaire et, dans ce cas, avoir eu sa résidence habituelle en Belgique pendant deux ans au moins postérieurement à la transcription de l'acte législatif accordant la naturalisation".

.../...

Article 54.-

L'article 2 du même Code, modifié par la loi du 26 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2. Les femmes sont également admises au vote :

1° si elles possèdent la nationalité belge ainsi qu'il est prévu à l'article 1er, 1°, ou si elles ont acquis la qualité de Belge soit par mariage soit par déclaration souscrite en application des articles 23 ou 69 de la loi sur la nationalité belge et si, dans ces deux derniers cas, elles ont eu leur résidence habituelle en Belgique pendant cinq ans au moins dont deux ans postérieurement à l'acquisition de la nationalité belge;

2° si elles remplissent les conditions d'âge et de domicile indiquées à l'article 1er".

Article 55.-

Dans l'article 4 du même Code, modifié par la loi du 26 juin 1970, les mots "à l'article 1er" sont remplacés par les mots "aux articles 1er et 2".

Article 56.-

L'article 26 du même Code, modifié par les lois des 24 mars 1949, 17 mars 1958 et 26 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante:

"Article 26. § 1er. Les listes électorales comprennent quatre parties : dans la première sont inscrites les personnes qui atteindront l'âge de 21 ans au plus tard le 1er mai de l'année qui suit celle de la revision;

.../...

dans les trois autres parties sont inscrites respectivement les personnes qui atteindront cet âge le 1er octobre de cette même année, le 1er mai de l'année suivante et le 1er octobre de cette dernière année.

Chacune des quatre parties est dressée dans l'ordre alphabétique des noms, pour l'ensemble de la commune ou par sections de vote.

§ 2. Les listes mentionnent à la suite des nom, prénoms et profession de chaque électeur :

1° la rue et le numéro de son dernier domicile dans la commune au 1er juillet et la date de l'inscription aux registres de la population, si cette inscription est postérieure à la date à laquelle a eu lieu le dernier recensement général de la population; en outre, si l'électeur a transféré depuis moins de six mois sa résidence dans une autre localité, le nom de cette localité, la rue et le numéro de la nouvelle demeure et la date du transfert. Si l'électeur a changé de section de vote, les listes mentionnent l'indication de la section dans laquelle il était précédemment inscrit;

2° le lieu et la date de sa naissance;

3° le cas échéant, le lieu et la date soit de son acquisition de la nationalité belge par option ou par naturalisation, soit de son recouvrement de cette nationalité; s'il est né à l'étranger, les lieu et date de naissance et les prénoms de l'ascendant belge né en Belgique ainsi que le nom de cet ascendant si ce nom est autre que celui de l'électeur;

4° si l'électeur est une femme mariée ou veuve, les indications prévues au 3° sont précédées des nom et prénoms de son époux et suivies, le cas échéant, des lieu et date de la déclaration qu'elle a souscrite pour conserver la nationalité belge ou des lieu et date de son

.../...

recouvrement de cette nationalité. Toutefois si la femme mariée ou veuve était étrangère avant son mariage et est devenue Belge soit par mariage, soit par déclaration, l'indication des lieu et date de naissance de cette femme est suivie d'une part des nom et prénoms de son époux, des lieu et date de sa naissance ainsi que, le cas échéant, des indications prévues au 3°, d'autre part des lieu et date du mariage des intéressés et, le cas échéant, des lieu et date de la déclaration souscrite par la femme en vue d'acquérir la nationalité belge.

§ 3. Un astérisque est placé devant les noms des électeurs nouvellement inscrits.

§ 4. Les listes sont dressées d'après le modèle annexé au présent Code, sauf les modifications à déterminer, s'il y a lieu, par le Roi.

Article 57.-

L'article 31 du même Code, modifié par les lois des 24 mars 1949 et 26 juin 1970, est abrogé.

Article 58.-

L'article 23 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, modifié par la loi du 17 mars 1958, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 23. Pour pouvoir être élu et rester conseiller provincial, il faut, sans distinction de sexe :

1° être Belge :

a) soit de naissance;

b) soit par grande naturalisation;

.../...

c) soit par naturalisation ordinaire et, dans ce cas, avoir eu sa résidence habituelle en Belgique pendant deux ans au moins postérieurement à la ~~xxxxxxxxx~~ transcription de l'acte législatif accordant la naturalisation;

d) soit par mariage, soit par déclaration souscrite en application des articles 23 ou 69 de la loi sur la nationalité belge et, dans ces deux cas, avoir eu sa résidence habituelle en Belgique pendant cinq ans au moins dont deux ans postérieurement à l'acquisition de la nationalité belge;

2° être âgé de 25 ans accomplis;

3° être domicilié dans la province.

Les conditions d'éligibilité doivent être réunies au plus tard le jour de l'élection".

Article 59.-

L'article 2 de la loi électorale communale, modifié par les lois des 17 mars 1958 et 26 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2.- Les dispositions des titres Ier et II du Code électoral, à l'exception des articles 1er et 2, sont applicables aux électeurs communaux".

.../...

Section 2. - Modifications au Code des droits d'enregistrement d'hypothèque et de greffe.

Article 60.-

L'article 238 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, confirmé par la loi du 16 juin 1947, modifié par la loi du 17 mars 1964, est remplacé par la disposition suivante:

"Article 238. Le droit est fixé à 2.000 francs pour la naturalisation ordinaire.

Ce droit est réduit à 1.000 francs lorsque la demande de naturalisation a été introduite avant que l'intéressé ait atteint l'âge de 22 ans".

Article 61.-

L'article 239 du même arrêté, modifié par la loi du 17 mars 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 239. Le droit est fixé à 2.000 francs pour la grande naturalisation".

Article 62.-

L'article 240 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 240. Le pouvoir législatif peut accorder l'exemption totale ou partielle du droit prévu aux articles 238 et 239".

.../...

Article 63.-

L'article 241 du même arrêté , modifié par les lois des 18 février 1962 et 17 mars 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 241. Les droits prévus aux articles 238 et 239 sont acquittés préalablement à l'introduction de la demande de naturalisation.

Les droits ainsi payés ne sont restituables que dans le cas où le demandeur obtient la naturalisation avec dispense du droit".

Article 64.-

Dans le même arrêté, les articles 242 à 244, l'article 245, modifié par la loi du 14 août 1947, l'article 246, modifié par les lois des 28 février 1962 et 17 mars 1964, et l'article 247, modifié par la loi du 17 mars 1964, sont abrogés.

Article 65.-

L'article 268, 2°, du même arrêté, modifié par la loi du 12 juillet 1960, est remplacé par la disposition suivante :

"2° la rédaction des actes des greffiers ou passés devant eux, et de certains actes des juges".

.../...

Article 66.-

L'article 270^3 du même arrêté, y inséré par la loi du 12 juillet 1960, est abrogé.

*
* *

Section 3. - Modifications à d'autres dispositions.

Article 67.-

L'article 76 du Code civil est complété par la disposition suivante :

"11° s'il y a lieu, l'interpellation de l'officier de l'état civil faite à l'épouse et la réponse de celle-ci, sur la question de savoir si elle entend ou non acquérir la nationalité belge de son époux".

Article 68.-

L'article 344, § 1er, du même Code est complété par les dispositions suivantes :

"Est assimilée à la légitimation par adoption, l'adoption faite à l'étranger par deux époux, même étrangers, non séparés de corps, lorsque, suivant la loi régissant le statut personnel de chacun d'eux, cette adoption confère à l'enfant le même statut ainsi que les mêmes droits et obligations que s'il était né du mariage des personnes qui l'ont adopté.

Il en est de même de l'adoption faite à l'étranger dans les conditions prévues à l'article 368, §1er, alinéa 2 ".

.../...

Article 69.-

L'article 2 de la loi du 5 février 1947 organisant le statut des étrangers prisonniers politiques, modifié par les lois des 10 mars 1954, 22 décembre 1961 et 17 mars 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2.- Les étrangers bénéficiaires de la présente loi peuvent introduire une demande de grande naturalisation ou de naturalisation ordinaire sans que les conditions de résidence prévues aux articles 26 et 27 de la loi sur la nationalité belge leur soient applicables.

Les documents qui doivent être annexés à la demande de naturalisation sont exemptés du droit de timbre.

Les naturalisations accordées aux bénéficiaires de la présente loi sont exemptées du droit d'enregistrement".

Article 70.-

A l'article 2 de la loi du 28 avril 1958 portant approbation du traité entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne, relatif à la rectification de la frontière belgo-allemande et au règlement de divers problèmes concernant les deux pays, du protocole final, des annexes 1, 2, 3 et 4, et des lettres annexes, signés à Bruxelles, le 24 septembre 1956, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 4. Les dispositions de l'article 11 de la loi sur la nationalité belge sont applicables aux déclarations d'option souscrites en vertu des §§ 1er et 3";

2° le § 7 est abrogé.

.../...

Article 71.-

L'article 13 de la loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les Forces belges en Grande-Bretagne, modifié par les lois des 22 décembre 1961 et 17 mars 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 13.- Les étrangers bénéficiaires de la présente loi peuvent introduire une demande de grande naturalisation ou de naturalisation ordinaire sans que les conditions de résidence prévues aux articles 26 et 27 de la loi sur la nationalité belge leur soient applicables.

Les documents qui doivent être annexés à la demande de naturalisation sont exemptés du droit de timbre.

Les naturalisations accordées aux bénéficiaires de la présente loi sont exemptées du droit d'enregistrement".

Article 72.-

A l'article 35 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, modifié par la loi du 21 mars 1969, après les mots "et à la légitimation par adoption" sont ajoutés les mots "ainsi que par la loi sur la nationalité belge".

Article 73.-

L'article 569, alinéa 1er, du Code judiciaire est complété par la disposition suivante :

"19° des demandes fondées sur les articles 20 et 22 de la loi sur la nationalité belge".

.../...

Article 74.-

L'article 628, 9°, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"9°, a) le juge de la résidence habituelle de l'intéressé, lorsqu'il s'agit des demandes fondées sur les articles 20 et 22 de la loi sur la nationalité belge ;

b) le juge de la résidence habituelle, ou, à défaut, celui de Bruxelles, lorsqu'il s'agit d'une demande fondée sur l'article 23, § 4, ou sur l'article 24 de la même loi ;

c) la cour d'appel de la résidence habituelle, ou, à défaut, la Cour d'appel de Bruxelles, lorsqu'il s'agit d'une action en déchéance de nationalité".

CHAPITRE VIII. - DISPOSITIONS ABROGATOIRES.

Article 75.-

Sont abrogés :

1° l'article 2 du décret des 28 septembre-16 octobre 1791 portant que tout homme est libre en France, et que, quelle que soit sa couleur, il y jouit de tous les droits des citoyens, s'il a les qualités prescrites par la Constitution ;

2° le décret du 9 février 1811 concernant les juifs étrangers qui se sont établis à Livourne, et portant qu'à l'avenir nul étranger, juif ou autre, ne pourra devenir sujet français que d'après les règles établies par les lois générales de la France ;

.../...

3° les lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées le 14 décembre 1932, modifiées par les lois des 30 juillet 1934, 21 mai 1951, 11 février 1953, 22 décembre 1961, 17 mars 1964, 2 avril 1965, 8 avril 1965, 10 octobre 1967 et 21 mars 1969 ;

4° l'article 2 de la loi du 20 janvier 1939 approuvant la Convention et les Protocoles de la Conférence de La Haye de 1930 pour la codification du droit international en matière de nationalité ;

5° la loi du 30 décembre 1953 relative à la déchéance de la nationalité belge du chef de condamnation par défaut pour infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat, commise entre le 26 août 1939 et le 15 juin 1949, modifiée par les lois des 27 juin 1960 et 3 décembre 1964 (à l'exception de l'article 11 : voir avis sur articles 39 et 40 du projet) ;

6° la loi du 30 mars 1962 relative à la déchéance de la nationalité belge résultant de l'arrêté-loi du 20 juin 1945.

Artikel 1.

De tekst kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 1.-

In deze wet wordt de term "minderjarige" gebruikt voor de persoon die de leeftijd van 18 jaar niet bereikt heeft en niet ontvoogd is, de term "minderjarigheid" voor de staat van die persoon".

Artikel 3.

De eerste volzin van dit artikel ("De bepalingen van deze wet zijn toepasselijk op ieder persoon in leven op het ogenblik van hun inwerkingtreding") is niet duidelijk. In plaats van deze zin hier op te nemen geve men in een overgangsbepaling nauwkeurig aan, welke gevolgen de nieuwe wet heeft ten aanzien van de nationaliteitstoestanden die door de vroegere wetgeving geregeld zijn.

Artikel 3 zou dan alleen uit de tweede volzin bestaan.

Artikel 4.

Dit artikel bepaalt "De afstamming heeft ten aanzien van de verkrijging, het verlies en de herkrijging van de Belgische nationaliteit alleen rechtstreeks gevolg indien ze tijdens de minderjarigheid van betrokkene is vastgesteld".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, slaat "afstamming" op de wettige en de natuurlijke afstamming en op de afstamming ingevolge adoptie, en kan de afstamming zowel door een vrijwillige akte als door een vonnis tot vaststelling van de afstamming bewezen worden.

.../...

Volgens dezelfde uitleg is "rechtstreeks" het gevolg dat rechtstreeks uit de wet voortvloeit, bijvoorbeeld de erkenning van een natuurlijk kind vóór de leeftijd van 18 jaar ; onrechtstreeks is het gevolg waarvoor, benevens het bewijs van de afstamming, nog een andere formaliteit vereist is, bijvoorbeeld de keuze tussen 18 en 23 jaar die kan worden gedaan door het natuurlijk kind dat erkend is nadat het de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt.

De bedoeling van de Regering zou beter tot uitdrukking komen indien de woorden "heeft alleen rechtstreeks gevolg" werden vervangen door "heeft alleen van rechtswege gevolg".

Artikel 6.

De stof van dit artikel zou moeten worden verwerkt in een bepaling, in te voegen in artikel 344, § 1, van het Burgerlijk Wetboek. Een zodanige bepaling komt voor in hoofdstuk VII, afdeling 3, van de hierna voorgestelde tekst (artikel 68).

Het tweede lid van artikel 6 zou beter als volgt worden gelezen :

"Hetzelfde geldt voor de adoptie die in het buitenland geschiedt onder de voorwaarden bepaald in artikel 368, § 1, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek".

Artikel 8.

In het belang van de overzichtelijkheid zou de laatste volzin van § 2 een afzonderlijk lid moeten vormen.

.../...

Artikel 9.

De laatste volzin moet in de Franse tekst als volgt worden gelezen :

"La preuve contraire est de droit".

Artikel 10.

Vooraan in het eerste lid moet het woord "wetsbepalingen" worden vervangen door "bepalingen".

Het slot van het tweede lid moet als volgt worden geredigeerd : "... wordt niet beschouwd als Belg door geboorte". Dat een door huwelijk Belg geworden vrouw niet "Belg door geboorte" kan zijn, ligt voor de hand.

Artikel 11.

In de Franse tekst van het tweede lid van § 1 vervange men het woord "arrêtés" door "arrêts".

Artikel 12.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zijn en blijven de door burgemeesters afgegeven getuigschriften van Belgische nationaliteit niet meer dan gewone inlichtingen. Wegens de vele vergissingen waarmee die afgifte gepaard gaat, wenst het departement van Justitie toezicht te houden. Wordt het getuigschrift van nationaliteit door het departement geweigerd, dan kunnen de betrokkenen overeenkomstig het gemeen recht beroep instellen.

.../...

Artikel 14.

Artikel 14, 1°, moet worden gecombineerd met artikel 4. Het kind moet vóór zijn achttiende jaar gewettigd zijn. Wordt het later gewettigd, dan kan het tot zijn drieëntwintigste jaar opteren.

Artikel 15.

De woorden "het vorige lid" vervange men door "artikel 14".

Artikel 16.

Overeenkomstig de uitleg welke de gemachtigde van de Regering heeft verstrekt, moet de tekst onder 4° van dit artikel als volgt beginnen :

"4° het in België gevonden pasgeboren kind ...".

Artikel 17.

In de Nederlandse tekst van artikel 17 staat geen equivalent voor "légitimé" onder 1°, noch voor "naturel" onder 6°.

Artikel 19.

In § 2 stelt dit artikel de voorwaarde "gewone en werkelijke verblijfplaats" ; artikel 8 van de gecoördineerde wetten op de nationaliteit spreekt alleen van "gewone verblijfplaats".

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, beantwoordt de gewone verblijfplaats aan een inschrijving in het bevolkingsregister. Dit mag echter geen fictieve inschrijving zijn : de betrokkene moet werkelijk vertoeven op de plaats waar hij verblijft.

Artikel 20.

Het is niet duidelijk waarom overmacht vereist is als reden van verhindering. Beter ware het een ruimere beoordelingsbevoegdheid toe te staan wat de reden van verhindering betreft. Met de volgende redactie heeft de gemachtigde ambtenaar ingestemd : "... indien bewezen wordt dat de betrokkene verhinderd was in België te verblijven...".

Artikel 22.

Of het nu gaat om onontvankelijkheid van de verklaring of om onwaardigheid van hem die de verklaring heeft afgelegd, de Minister moet vooraf het advies van de Adviesraad voor nationaliteit hebben ontvangen, maar niets is voorzien om degene die de verklaring doet in de gelegenheid te stellen zich ten overstaan van die Raad te verdedigen.

Volgens de gemachtigde ambtenaar verhindert niets dat die persoon door de Raad wordt gehoord. Derhalve wordt voorgesteld, in een tekst onder hoofdstuk VI, dat over de Adviesraad voor nationaliteit handelt, te zeggen dat degene die de verklaring doet op zijn verzoek zal worden gehoord.

*
* *

.../...

Terwijl § 2 een beroep bij de rechter openstelt tegen het ministerieel besluit van verzet wegens onontvankelijkheid van de verklaring, stelt § 3 geen beroep over de zaak zelf open tegen het besluit van verzet wegens onwaardigheid.

*
* *

In verband met § 5 rijst een bijzondere moeilijkheid.

Vanaf de optieverklaring tot op het verzet van de Minister (waarvoor deze zes maanden tijd heeft) wordt degene die de verklaring doet als Belg beschouwd.

Als de Minister twee dagen vóór het verstrijken van de zes maanden met goed gevolg verzet doet, zal degene die de verklaring doet, geacht worden nooit de Belgische nationaliteit verkregen te hebben ; al wat hij in het verleden als Belg mocht hebben gedaan, wordt dan met terugwerkende kracht ongedaan gemaakt.

Wordt het verzet van de Minister verworpen, dan zal degene die de verklaring doet vreemdeling geweest zijn sedert het verzet en wordt hij, zonder terugwerking, opnieuw Belg.

Zo werkt het systeem van het ontwerp.

Een ander systeem kan worden overwogen, dat met het begrip schorsing werkt en op het volgende neerkomt :

"Vanaf zijn optieverklaring en tot op het verzet wordt degene die de verklaring doet voorlopig als Belg beschouwd en al wat hij in die hoedanigheid mocht hebben gedaan, is op geldige wijze gedaan. Door het verzet blijft die hoedanigheid van Belg echter onbeslist en vanaf dat verzet wordt de betrokkene voorlopig als vreemdeling beschouwd. Als eenmaal op het verzet beschikt is, staat voorgoed vast of hij Belg dan wel vreemdeling is.

Een derde systeem is mogelijk ; het komt hierop neer: de verkrijging van de Belgische nationaliteit wordt opgeschort tot de termijn voor het doen van verzet verstreken is of, in geval van verzet, tot op de eindbeslissing waarbij dat verzet wordt verworpen.

Dit laatste systeem verdient aanbeveling omdat het beter de rechtszekerheid dient.

*
* *

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet de ambtenaar van de burgerlijke stand de optieverklaring optekenen indien zij wordt gedaan door iemand die aan de door de wet gestelde leeftijdseis voldoet, en moet hij een afschrift van die verklaring aan de Minister zenden, die zal uitmaken of al dan niet verzet moet worden gedaan.

*
* *

Het eerste lid van § 7 geeft de bedoeling van de Regering op onvolkomen wijze weer. De rechterlijke beslissing tot vaststelling van de nietigheid van de rechtshandeling waarop de optieverklaring gegrond was, moet de nietigheid van die verklaring alleen meebrengen als die niet kan worden gewettigd door een andere rechtsoorzaak dan die waarop de vernietigde handeling berustte.

De tekst van § 7, eerste lid, zou derhalve moeten worden verduidelijkt als volgt :

.../...

"§ 1. Onverminderd de artikelen 201 en 202 van het Burgerlijk Wetboek heeft iedere rechterlijke beslissing tot vaststelling van de nietigheid van een rechtshandeling waarop de optieverklaring gegrond is, de nietigheid van die verklaring tot gevolg als deze niet door een andere rechtsoorzaak kan worden gewettigd".

*
* *

Over de vorm van artikel 22 is nog het volgende op te merken :

a) Overeenkomstig de terminologie van artikel 47 van de wet van 2 augustus 1963, overgenomen in artikel 56 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, leze men in § 2, tweede lid : "wordt het besluit bij gewone vermelding bekendgemaakt".

b) Er is geen overeenstemming tussen § 3, eerste en derde lid, ("besluit van verzet") en § 4, eerste lid ("arrest van verzet"); in al die gevallen moet worden gelezen "besluit van verzet".

Artikel 23.

In § 4, eerste lid, is nogmaals sprake van "overmacht". De opmerking die daarover bij artikel 20 is gemaakt, geldt ook hier.

.../...

Artikel 29.

In de Franse tekst van § 2, eerste lid, moet worden gelezen : "... lorsque l'intéressé y est occupé par une société de droit belge au personnel de laquelle il appartient".

Artikel 31.

In § 3, tweede lid, moet worden gelezen : "... strekt tot de verkrijging ...".

De §§ 5 en 6 werken met de term "wetgevende akte". Beter ware het te zeggen "akte van naturalisatie".

De laatste volzin van § 5 kan beter als volgt worden gelezen :

"Aan de Wetgevende Kamers wordt op hun verzoek kennis gegeven van de inhoud van het advies van de Raad".

Vóór artikel 32.

Het opschrift van afdeling 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Verlies van de Belgische nationaliteit ten gevolge van een wilsuiting".

Artikelen 39 en 40.

Deze artikelen hebben betrekking op het verval van de Belgische nationaliteit wegens ernstige tekortkomingen aan de plichten van een Belgisch burger. Zij komen overeen met het huidige artikel 18bis van de gecoördineerde wetten op de nationaliteit en moeten in verband worden gebracht met de opheffing door het ontwerp van :

.../...

1° de wet van 30 december 1953 betreffende het verval van de Belgische nationaliteit uit hoofde van een veroordeling bij verstek wegens een misdrijf tussen 26 augustus 1939 en 15 juni 1949 tegen de uitwendige veiligheid van de Staat gepleegd (artikel 11 uitgezonderd) ;

2° de wet van 30 maart 1962 betreffende het verval van de Belgische nationaliteit ten gevolge van de besluitwet van 20 juni 1945, welke laatste betrekking heeft op sommige inwoners van de door Duitsland na 10 mei 1940 genaaste gebieden.

De toestand zal voortaan de volgende zijn :

De opheffing van de wet van 30 december 1953 zal verhinderen dat hij die, na de inwerkingtreding van de nieuwe wet :

a) tegen het vonnis of het arrest verzet mocht doen, kan worden geacht de Belgische nationaliteit herkregen te hebben ingeval zijn verzet ontvankelijk mocht zijn verklaard. Het vonnis of het arrest zal teniet worden gedaan, behalve voor de gevolgen ervan inzake nationaliteit (artikelen 1 en 3 van de eerdergenoemde wet) ;

b) zich vrijwillig ter beschikking van het gerecht mocht stellen of mocht worden aangehouden, van rechtswege van het verval kan worden ontheven overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van de wet van 1953.

In § 8 van artikel 40 van het ontwerp staat een blijvende bepaling krachtens welke hij die van de staat van Belg vervallen is, alleen door naturalisatie opnieuw Belg kan worden.

Deze bepaling is van toepassing op al degenen die :

1° in het verleden van de Belgische nationaliteit vervallen zijn verklaard (artikel 18bis van de gecoördineerde wetten, besluitwet van 20 juni 1945 ; de wet van 30 december 1953);

2° in de toekomst vervallen zullen zijn verklaard op grond van artikel 40 van het ontwerp, nu er geen andere grond tot vervallenverklaring meer zal zijn.

De opheffing van de wet van 30 maart 1962 brengt ook mee, dat de toestand van degenen die krachtens de besluitwet van 20 juni 1945 vervallen zijn verklaard, definitief wordt.

Zij kunnen geen beroep meer instellen tegen de maatregel die te hunnen opzichte werd getroffen, noch een verklaring tot herkrijging van de Belgische nationaliteit ondertekenen.

Derhalve mag worden geconcludeerd dat zij die vervallen verklaard zijn, volgens het ontwerp alleen nog de naturalisatie kunnen vragen.

*
* *

Het feit dat het ontwerp de wet van 30 december 1953 opheft op artikel 11 na, levert een bijzondere moeilijkheid op. Dat artikel verwijst al dan niet rechtstreeks naar opgeheven artikelen. De wet van 1953 zou dan ook in haar geheel opgeheven moeten worden, terwijl in de overgangsbepalingen een tekst zou moeten worden opgenomen met de inhoud van artikel 11 en van de onmisbare bestanddelen van de artikelen waarnaar het verwijst.

*
* *

.../...

Artikel 40, § 6, bepaalt : "De termijn om zich in cassatie te voorzien en het cassatieberoep schorsen de tenuitvoerlegging van het arrest waartegen wordt opgekomen".

De woorden "waartegen wordt opgekomen" moeten worden geschrapt want zij beantwoorden niet meer aan het schorsend karakter van de termijn voor voorziening in cassatie.

*
* *

Paragraaf 8 van artikel 40 zou een afzonderlijke bepaling moeten vormen.

*
* *

Over de vorm van artikel 40 is nog het volgende op te merken :

a) § 3 : de Franse term "ajournement" komt niet meer voor in het Gerechtelijk Wetboek.

b) § 4, tweede lid : beter wordt niet meer met "vrije" dagen gewerkt, nu het Gerechtelijk Wetboek daarvan heeft afgezien.

Opschrift van hoofdstuk V.

Voorgesteld wordt :
"Gevolgen van verandering van nationaliteit van één der ouders voor de nationaliteit van het kind".

Artikel 43.

Het tweede lid dient als volgt te worden aangevuld :
"... volgt het kind de staat van de vader, als deze Belg is".

.../

Artikel 45.

In de Franse tekst moet worden gelezen : "... ne sont pas applicables ...".

Artikel 46.

In het eerste lid van § 1 kunnen de woorden "De meerderjarige of ontvoogde kinderen" worden vervangen door : "Kinderen die niet meer minderjarig zijn in de zin van deze wet en" (zie artikel 1 van het ontwerp).

Het tweede lid van § 1 moet worden aangevuld als volgt : "... de staat van zijn moeder te willen volgen, indien deze Belg wordt".

Artikel 48.

Voorzitter en ondervoorzitter van de Adviesraad voor nationaliteit worden gekozen uit de leden van de Raad van State. Deze mogen emeriti zijn. De tekst zou dat met zoveel woorden moeten zeggen.

Artikel 49.

Volgens het laatste lid van § 2 kan de Raad in spoedgevallen door de Minister van Justitie worden bijeengeroepen om binnen drie dagen advies uit te brengen ; in dat geval "houdt de Raad zitting ongeacht het aantal aanwezige leden".

.../...

In het uiterste geval zouden een of twee ambtenaren dus op geldige wijze namens de Raad advies kunnen uitbrengen.

De tekst zou moeten bepalen dat er, voor spoedgevallen, van elke categorie van personen uit wie de Raad is samengestelt een minimumaantal leden aanwezig moet zijn.

Artikel 51.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 51.-

De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast op de wijze bepaald in artikel 49, § 2, eerste en tweede lid".

SLOTOPMERKINGEN OVER DE ARTIKELEN 1 TOT 52.

I.

In de verwijzingen binnen het ontwerp neme men als volgorde : artikel, paragraaf, lid en eventueel verdere onderverdelingen.

II.

De woorden "van dit artikel", die in verscheidene bepalingen van het ontwerp voorkomen (bijvoorbeeld artikel 8, § 2), zijn overbodig en kunnen vervallen als geen misverstand mogelijk is.

.../...

III.

Het ontwerp zou ook voorgedragen en medeondertekend moeten worden door de Minister van Buitenlandse Zaken, want sommige bepalingen hebben betrekking op diplomatieke en consulaire ambtenaren (bijvoorbeeld de artikelen 8, § 3, 12, § 1, 23, § 2, 31, § 1, 33, tweede lid) of op de Minister van Buitenlandse Zaken zelf (artikel 11).

Inleiding bij de tekst voorgesteld voor de hoofdstukken VII en VIII.

Voor een beter begrip en voor de overzichtelijkheid van het ontwerp wordt voorgesteld de wijzigingen en opheffingen betreffende eenzelfde tekst samen te brengen.

Zo moet de opheffing van de artikelen 242 tot 247 en 270^{3} van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten (waaraan artikel 54 van het ontwerp is gewijd), samengaan met de wijzigingen die worden aangebracht in de artikelen 238 tot 241 en 268 (in artikel 64 van het ontwerp).

Ook ware het dienstig de wijziging in artikel 2, § 4, van de wet van 28 april 1958 (artikel 62 van het ontwerp), samen te brengen met de opheffing van § 7 van hetzelfde artikel (artikel 53, 4°, van het ontwerp).

.../...

Daarom wordt in de hierna volgende tekst voorgesteld de bepalingen die sommige teksten wijzigen - eventueel door ze gedeeltelijk op te heffen - samen te brengen in hoofdstuk VII, en de eigenlijke opheffingsbepalingen op te nemen in hoofdstuk VIII.

Het voorgestelde hoofdstuk VII heeft drie afdelingen : de eerste heeft betrekking op de kieswetten, de tweede op het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, en de derde op de overige aan te brengen wijzigingen.

*
* *

Bij de voorgestelde tekst is enige toelichting noodzakelijk.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp voorzag in de wijziging van artikel 97 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting en van artikel 6 van de wet van 13 juni 1924 betreffende het kiesrecht, de verkiesbaarheid en de verkiezingen met het oog op de samenstelling der rechtbanken van koophandel. Die twee wetten zijn opgeheven bij de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek ; hiermede is in de voorgestelde tekst rekening gehouden.

In artikel 56 van de voorgestelde tekst is de vermelding "wijken van de gemeente" vervangen door "stemafdelingen". De "wijken van de gemeente" waarvan sprake is in artikel 26 van het Kieswetboek, zijn niet dezelfde als de gemeentesecties die zijn afgeschaft bij artikel 93 van de wet van 14 februari 1961.

.../...

Voorgesteld wordt, twee bepalingen uit het tussentijdse recht op te heffen, namelijk artikel 2 van het decreet van 28 september - 16 oktober 1791, hetwelk bepaalt : "tout homme, de quelque couleur qu'il soit, jouit en France de tous les droits de citoyen, s'il a les qualités prescrites par la Constitution pour les exercer", en het decreet van 9 februari 1811, waarvan alleen artikel 3 nog bestaat, hetwelk bepaalt dat in de toekomst : "Nul étranger, juif ou autre, ne pourra devenir sujet français que d'après les règles établies par les lois générales de l'Empire". Men kan zich terecht afvragen of die bepalingen niet stilzwijgend opgeheven zijn door de artikelen 4 en 5 van de Belgische Grondwet ; toch eist een goede wetgevingstechniek, dat ze uitdrukkelijk worden opgeheven. De opheffing van artikel 1 van het decreet van 28 september - 16 oktober 1791 wordt niet voorgesteld ; dit artikel bepaalt : "tout individu est libre aussitôt qu'il est entré en France". Deze bepaling heeft geen betrekking op nationaliteitsaangelegenheden.

In verscheidene artikelen van het voorgestelde hoofdstuk VII is de in de ontwerp-tekst gebruikte term "gewone verblijfplaats" behouden (zie onder meer de artikelen 53, 54 en 58 van de voorgestelde tekst).

De Regering dient te oordelen of niet moet worden gewerkt met de term "gewone en werkelijke verblijfplaats", die onder meer voorkomt in de artikelen 19, 26 en 67 van het ontwerp.

.../...

Tekst voorgesteld voor de hoofdstukken VII en VIII.

HOOFDSTUK VII. - WIJZIGINGSBEPALINGEN.

Eerste afdeling. Wijziging van de wetsbepalingen inzake verkiezingen.

Artikel 53.-

Artikel 1, eerste lid, 1°, van het Kieswetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen:

"1° Belg zijn hetzij :

a) door geboorte;

b) door grote naturalisatie;

c) door gewone naturalisatie en, in dit geval, zijn gewone verblijfplaats hebben in België gedurende ten minste twee jaar na de overschrijving van de wetgevende akte van naturalisatieverlening".

Artikel 54.-

Artikel 2 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2. Ook vrouwen zijn stemgerechtigd :

1° indien zij de Belgische nationaliteit bezitten als bepaald in artikel 1, 1°, of indien zij de staat van Belg hebben verkregen door huwelijk of door de verklaring afgelegd op grond van de artikelen 23 of 69 van de wet op de Belgische nationaliteit en, in die twee gevallen, in België hun gewone verblijfplaats hebben gehad gedurende ten minste vijf jaar, waaronder twee jaar na de verkrijging van de Belgische nationaliteit;

2° indien zij voldoen aan de voorwaarden inzake leeftijd en woonplaats, gesteld in artikel 1".

.../...

Artikel 55.-

In artikel 4 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970, worden de woorden "in artikel 1" vervangen door "in de artikelen 1 en 2".

Artikel 56.-

Artikel 26 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1949, 17 maart 1958 en 26 juni 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 26. § 1. De kiezerslijsten omvatten vier gedeelten : in het eerste gedeelte worden ingeschreven zij die de leeftijd van 21 jaar zullen bereiken uiterlijk op 1 mei van het jaar na dat van de herziening; in de drie andere gedeelten worden onderscheidenlijk ingeschreven zij die deze leeftijd zullen bereiken op 1 oktober van datzelfde jaar, op 1 mei en op 1 oktober van het daaropvolgende jaar.

Elk van de vier gedeelten wordt in alfabetische orde naar de namen opgemaakt voor de hele gemeente of voor iedere stemafdeling.

§ 2. De lijsten vermelden na de naam, de voornamen en het beroep van iedere kiezer :

1° de straat en het nummer van zijn laatste woonplaats in de gemeente op 1 juli en de datum van zijn inschrijving in de bevolkingsregisters, indien die inschrijving heeft plaatsgehad na de jongste algemene volkstelling; voorts, indien de kiezer sedert minder dan zes maanden zijn verblijf naar een andere gemeente heeft overgebracht, de naam van die gemeente, de straat en het nummer van de nieuwe woning en de datum van de verandering van verblijfplaats. Indien de kiezer van stemafdeling is veranderd, vermelden de lijsten de afdeling waar hij vroeger was ingeschreven;

2° de plaats en datum van zijn geboorte;

.../...

3° in voorkomend geval, de plaats en de datum van de verkrijging van de Belgische nationaliteit door optie of door naturalisatie, dan wel van de herkrijging van die nationaliteit; wanneer hij in het buitenland geboren is, de plaats en datum van geboorte en de voornamen van de in België geboren Belgische ascendent, alsmede diens naam indien hij niet dezelfde naam draagt als de kiezer;

4° wanneer de kiezer een gehuwde vrouw of een weduwe is, worden de gegevens onder 3° voorafgegaan door de naam en de voornamen van de echtgenoot en, in voorkomend geval, gevolgd door de plaats en datum van de verklaring die zij voor het behoud van de Belgische nationaliteit heeft afgelegd dan wel de plaats en datum van de herkrijging van die nationaliteit. Indien de gehuwde vrouw of de weduwe vreemdeling was vóór haar huwelijk en Belg is geworden door huwelijk of door verklaring, wordt de vermelding van de plaats en datum van geboorte van die vrouw gevolgd, eerst door de naam en de voornamen van de echtgenoot, de plaats en datum van geboorte alsmede, in voorkomend geval, door de gegevens onder 3°, vervolgens de plaats en datum van het huwelijk van de betrokkenen en, in voorkomend geval, door de plaats en datum van de verklaring die de vrouw met het oog op de verkrijging van de Belgische nationaliteit heeft afgelegd.

§ 3. Vóór de namen van de nieuw ingeschreven kiezers wordt een sterretje geplaatst.

§ 4. De lijsten worden opgemaakt naar het bij dit Wetboek gevoegde model, dat evenwel door de Koning kan worden gewijzigd indien daartoe grond bestaat".

.../...

Artikel 57.

Artikel 31 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1949 en 26 juni 1970, wordt opgeheven.

Artikel 58.-

Artikel 23 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 23. Tot provincieraadslid kunnen alleen worden gekozen en provincieraadslid kunnen alleen blijven personen van het mannelijk of vrouwelijk geslacht die :

1° Belg zijn hetzij :
   a) door geboorte;
   b) door grote naturalisatie;
   c) door gewone naturalisatie en, in dat geval, in België hun gewone verblijfplaats hebben gehad gedurende ten minste twee jaar na de overschrijving van de wetgevende akte van naturalisatieverlening;
   d) door huwelijk of door de verklaring afgelegd op grond van de artikelen 23 of 69 van de wet op de Belgische nationaliteit en, in die twee gevallen, in België hun gewone verblijfplaats hebben gehad gedurende ten minste vijf jaar, waaronder twee jaar na de verkrijging van de Belgische nationaliteit;

2° de volle leeftijd van vijfentwintig jaar hebben bereikt;

3° hun woonplaats hebben in de provincie.

Aan de verkiesbaarheidsvereisten moet uiterlijk op de dag van de verkiezing voldaan zijn".

.../...

Artikel 59.-

Artikel 2 van de gemeentekieswet, gewijzigd bij de wetten van 17 maart 1958 en 26 juni 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2._ De bepalingen van de titels I en II van het Kieswetboek,met uitzondering van de artikelen 1 en 2, zijn mede van toepassing op de gemeenteraadskiezers".

Afdeling 2. - Wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Artikel 60.-

Artikel 238 van het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, bevestigd door de wet van 16 juni 1947, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 238._ Voor de gewone naturalisatie wordt het recht op 2.000 frank vastgesteld.

Dit recht wordt tot 1.000 frank verminderd wanneer de naturalisatieaanvraag wordt ingediend vooraleer de betrokkene 22 jaar oud is".

Artikel 61.-

Artikel 239 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 239._ Voor de grote naturalisatie wordt het recht op 2.000 frank vastgesteld".

Artikel 62.-

Artikel 240 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 240._ De wetgevende macht kan algehele of gedeeltelijke vrijstelling toestaan van het recht dat bij de artikelen 238 en 239 is vastgesteld".

Artikel 63.-

Artikel 241 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 18 februari 1962 en 17 maart 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 241. De bij de artikelen 238 en 239 bepaalde rechten worden vóór de indiening van de naturalisatieaanvraag gekweten.

De aldus betaalde rechten worden niet terugbetaald, tenzij de aanvrager de naturalisatie met vrijstelling van recht verkrijgt".

Artikel 64.-

In hetzelfde besluit worden de artikelen 242 tot 244, artikel 245, gewijzigd bij de wet van 14 augustus 1947, artikel 246, gewijzigd bij de wetten van 28 februari 1962 en 17 maart 1964, en artikel 247, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1964, opgeheven.

Artikel 65.-

Artikel 268, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° het opmaken van de akten van griffiers of van die welke te hunnen overstaan worden verleden, en van bepaalde akten van rechters".

Artikel 66.-

Artikel 270^{3} van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij de wet van 12 juli 1960, wordt opgeheven.

*

* *

Afdeling 3.- Wijziging van andere bepalingen.

Artikel 67.-

Artikel 76 van het Burgerlijk Wetboek wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"11° in voorkomend geval, de ondervraging van de echtgenote, door de ambtenaar van de burgerlijke stand, en haar antwoord op de vraag of zij al dan niet de Belgische nationaliteit van haar man wil verkrijgen".

Artikel 68.-

Artikel 344, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

"Met wettiging door adoptie is gelijkgesteld de adoptie in het buitenland door twee, zelfs vreemde, niet van tafel en bed gescheiden echtgenoten, wanneer, volgens de wet die het persoonlijk statuut van ieder van hen beheerst, het kind door die adoptie dezelfde staat, alsmede dezelfde rechten en verplichtingen krijgt als was het geboren uit het huwelijk van de adoptanten.

Hetzelfde geldt voor de adoptie die in het buitenland geschiedt onder de voorwaarden bepaald in artikel 368, § 1, tweede lid".

Artikel 69.-

Artikel 2 van de wet van 5 februari 1947 dragende het statuut van de buitenlandse politieke gevangenen, gewijzigd bij de wetten van 10 maart 1954, 22 december 1961 en 17 maart 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 2. De op toepassing van deze wet gerechtigde vreemdelingen kunnen een aanvraag om grote of om gewone naturalisatie indienen, zonder dat de voorwaarden inzake verblijf, bepaald in de artikelen 26 en 27 van de wet op de Belgische nationaliteit, voor hen gelden.

De stukken die bij de naturalisatieaanvraag moeten worden gevoegd, zijn vrij van zegel.

Naturalisaties die aan gerechtigden op toepassing van deze wet worden verleend, zijn vrij van registratierecht".

Artikel 70.-

In artikel 2 van de wet van 28 april 1958 houdende goedkeuring van het verdrag tussen het Koninkrijk België en de Bondsrepubliek Duitsland, met betrekking tot de correctie van de Belgisch-Duitse grens en tot de regeling van diverse vraagstukken betreffende beide landen, van het slotprotocol, van de bijlagen 1, 2, 3 en 4 en van de bijgevoegde brieven, ondertekend op 24 september 1956 te Brussel, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 4 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 4. De bepalingen van artikel 11 van de wet op de Belgische nationaliteit zijn toepasselijk op de optieverklaringen afgelegd overeenkomstig de §§ 1 en 3";

2° paragraaf 7 wordt opgeheven.

Artikel 71.-

Artikel 13 van de wet van 21 juni 1960 houdende statuut van de militairen die tijdens de oorlog 1940-1945 in de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië gediend hebben, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1961 en 17 maart 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 13. De op toepassing van deze wet gerechtigde vreemdelingen kunnen een aanvraag om grote of om gewone naturalisatie indienen zonder dat de voorwaarden inzake verblijf, bepaald in de artikelen 26 en 27 van de wet op de Belgische nationaliteit, voor hen gelden.

De stukken die bij de naturalisatieaanvraag moeten worden gevoegd, zijn vrij van zegel.

Naturalisaties die aan gerechtigden op toepassing van deze wet worden verleend, zijn vrij van registratierecht".

Artikel 72.-

In artikel 35 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, wordt na de woorden "en tot wettiging door adoptie" ingevoegd : ", alsmede in de wet op de Belgische nationaliteit,".

Artikel 73.-

Artikel 569, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"19° van de vorderingen ingesteld krachtens de artikelen 20 en 22 van de wet op de Belgische nationaliteit".

Artikel 74.-

Artikel 628, 9°, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"9° a) de rechter van de gewone verblijfplaats van de betrokkene, wanneer het gaat om vorderingen, ingesteld krachtens de artikelen 20 en 22 van de wet op de Belgische nationaliteit;

.../...

b) de rechter van de gewone verblijfplaats of, bij gebreke van deze, die van Brussel, wanneer het gaat om een vordering, ingesteld krachtens artikel 23, § 4, of artikel 24 van dezelfde wet;

c) het hof van beroep van de gewone verblijfplaats of, bij gebreke daarvan, het Hof van beroep van Brussel, wanneer het gaat om een vordering tot vervallenverklaring van nationaliteit".

HOOFDSTUK VIII. - OPHEFFINGSBEPALINGEN.

Artikel 75.-

Opgeheven worden :

1° artikel 2 van het decreet van 28 september-16 oktober 1791 hetwelk bepaalt : "tout homme est libre en France et, quelle que soit sa couleur, il y a jouit de tous les droits des citoyens, s'il a les quelités prescrites par la Constitution";

2° het decreet van 9 februari 1811 "concernant les juifs étrangers qui se sont établis à Livourne", hetwelk bepaalt : " à l'avenir nul étranger, juif ou autre, ne pourra devenir sujet français que d'après les règles établies par les lois générales de la France";

3° de wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit, gecoördineerd op 14 december 1932, gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1934, 21 mei 1951, 11 februari 1953, 22 december 1961, 17 maart 1964, 2 april 1965, 8 april 1965, 10 oktober 1967 en 21 maart 1969;

.../...

4° artikel 2 van de wet van 20 januari 1939 tot goedkeuring van het verdrag en de protocollen van de Conferentie van 's-Gravenhage van 1930 voor de codificatie van het internationaal recht inzake nationaliteit;

5° de wet van 30 december 1953 betreffende het verval van de Belgische nationaliteit uit hoofde van een veroordeling bij verstek wegens een misdrijf tussen 26 augustus 1939 en 15 juni 1949 tegen de uitwendige veiligheid van de Staat gepleegd, gewijzigd bij de wetten van 27 juni 1960 en 3 december 1964 (artikel 11 uitgezonderd : zie advies over de artikelen 39 en 40 van het ontwerp);

6° de wet van 30 maart 1962 betreffende het verval van de Belgische nationaliteit ten gevolge van de besluitwet van 20 juni 1945.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	R. PIRSON, F. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur-général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.